

« L'emploi garanti pourrait participer à la transition écologique et sociale tout en résolvant la question du chômage de masse »

Collectif

Trois économistes, Aurore Lalucq, Dany Lang et Pavlina Tcherneva, constatent dans une tribune au « Monde » l'échec du contrôle des chômeurs et des subventions à l'embauche dans le privé, alors que des besoins sociaux restent insatisfaits. Pourquoi ne pas créer les emplois publics qui y répondront, à moindre coût ?

Tribune. Dix millions de pauvres, trois cent mille personnes sans domicile fixe. Telle est la situation sociale à laquelle la France doit faire face à court terme suite à l'aggravation de la situation économique et à l'explosion du chômage, qui devrait toucher huit millions de personnes d'ici à la fin de l'année.

Une situation qui risque de se dégrader encore à terme, avec les effets probables du deuxième épisode de confinement et la mise à l'arrêt de l'activité des secteurs « bruns », tels que l'aérien ou l'automobile, dont la transition indispensable vers un modèle bas carbone n'a toujours pas été préparée.

En plus de la perte de revenu, le chômage inflige aux individus et à leurs familles des coûts considérables allant des conséquences de la faible estime de soi à la détérioration de la santé mentale et physique, et même à une mortalité accrue. Face à ce constat et à ces perspectives dramatiques, il est plus qu'urgent de repenser nos politiques d'emploi pour passer d'une politique de l'incitation et de l'offre à une politique de l'action.

Gâchis d'argent public

En effet, c'est un paradoxe bien documenté que coexistent, au sein du capitalisme financiarisé, un chômage de masse et des besoins sociaux insatisfaits. Cela n'a pourtant rien d'une fatalité, et résulte très largement des politiques mises en œuvre depuis plus de quatre décennies.

Ces politiques se sont essentiellement concentrées sur les incitations à la reprise d'emploi, comme si le chômage résultait avant tout de la fainéantise des personnes sans emploi ; et sur les politiques de l'offre, en premier lieu les coûteuses subventions à l'embauche. Leur échec est flagrant.

C'est ainsi que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), censé redonner des marges de manœuvre aux entreprises pour leur permettre de regagner en compétitivité et d'embaucher, a coûté plus de 90 milliards d'euros en cinq ans et n'a permis de créer qu'environ 100 000 emplois. Sur les entreprises en ayant bénéficié, seul un quart a effectivement embauché, les trois quarts restants se contentant de bénéficier de cette manne !

Il est donc temps de renoncer à ces politiques de gâchis d'argent public, si précieux en temps de crise, et avec elles au fatalisme et à la résignation.

Quatre constats

Les urgences auxquelles nous faisons face nous invitent à investir dans les filières d'avenir, à remettre en place une véritable politique industrielle, à s'engager dans la formation et la reconversion massive des travailleurs des industries les plus touchées. Et à proposer un emploi correspondant aux besoins de la société afin

notamment de lutter contre la dégradation de notre patrimoine écologique et social. Autrement dit une politique de « garantie d'emploi ».

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), censé redonner des marges de manœuvre aux entreprises, a coûté plus de 90 milliards d'euros en cinq ans et n'a permis de créer qu'environ 100 000 emplois

La garantie d'emploi repose sur quatre constats.

Premièrement, de nombreux besoins sociaux restent insatisfaits, dans des secteurs aussi variés que l'éducation, la santé, la dépendance ou la transition écologique.

Deuxièmement, les entreprises privées n'ont pas vocation à embaucher toutes celles et tous ceux qui ont besoin de travailler. Ce n'est pas leur rôle. Il appartient donc à l'Etat de prendre ses responsabilités, de servir l'intérêt général, et de lutter contre la pauvreté et la misère qui accompagnent le chômage.

Troisièmement, le principal obstacle à une telle politique n'est pas financier, puisque, outre les gâchis liés à la politique actuelle, le chômage entraîne de nombreuses dépenses et manques à gagner que la collectivité doit de toute manière payer (fermeture de commerces, allocations et compensations diverses, criminalité, maladies...).

Politique d'emploi direct

Enfin, quatrième constat : personne n'est « inemployable ». Tout le monde a des compétences.

Cette politique d'emploi direct des chômeurs a déjà été mise en place ou expérimentée dans de nombreux pays, comme l'Inde, l'Argentine, l'Ethiopie, l'Afrique du Sud, l'Autriche ou encore les Etats-Unis.

Rappelons qu'elle s'inspire notamment du Civilian Conservation Corps, créé par Roosevelt suite à la crise de 1929 dans le but de donner du travail aux jeunes chômeurs bénéficiant des aides sociales. L'Etat a ainsi engagé près de 3 millions d'ouvriers pour occuper des emplois publics au service de la collectivité. Entre 1933 et 1939, ces derniers ont planté 3 milliards d'arbres, restauré 400 000 hectares de terres arables, entretenu les forêts et créé les parcs nationaux. Autant de métiers bénéfiques aussi bien pour la société que pour la planète.

En France même, l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD), lancée en 2017, vise à fournir un CDI à tous les chômeurs de longue durée qui désirent travailler. Financée par l'Etat, mise en œuvre localement, cette expérimentation a été conçue dans l'esprit d'une politique d'emploi garanti. Hélas, elle est actuellement limitée à une dizaine de territoires et ne concerne qu'un millier de personnes.

Lien social et dialogue citoyen

Nous proposons donc de l'élargir, sans attendre, à tous les chômeurs ainsi qu'à l'ensemble du territoire national, en faisant ainsi une véritable politique d'emploi garanti. Le coût d'un tel dispositif n'est qu'autour de 18 000 euros par an et par chômeur, auxquels il faut ajouter les frais de gestion, les locaux... Si les milliards d'euros gâchés en CICE avaient été affectés à un dispositif de ce type, plus d'un million d'emplois auraient pu être créés et financés en France au cours des cinq dernières années.

Judicieusement financé par l'Etat mais appliqué par les collectivités locales en concertation avec tous les acteurs locaux (entreprises, syndicats, élus, citoyens, et chômeurs), l'emploi garanti pourrait être le moyen privilégié de participer à la transition écologique et sociale tout en résolvant enfin efficacement la question du

chômage de masse.

Une telle politique constitue aussi un moyen efficace de recréer du lien social et de réinstaurer un dialogue citoyen qui fait cruellement défaut, en amenant les communautés locales à dialoguer pour décider des priorités locales et donc des emplois qui seront créés.

Plus que jamais, la violence de la crise actuelle nous enjoint de tirer les conséquences des échecs passés et de mettre en œuvre des solutions nouvelles, efficaces, pragmatiques. Parmi ces solutions, audacieuses et réalistes à la fois, la garantie d'emploi doit occuper une place de choix.

Liste des signataires : Aurore Lalucq, économiste et députée européenne (Envie d'Europe) ; Dany Lang, économiste et enseignant-chercheur à Sorbonne-Paris-Nord et Pavlina Tcherneva, économiste, enseignante-chercheuse au Levy Economics Institute (Bard College, New York) et membre de l'Institute for New Economic Thinking (INET).